

No. 24

Les Cahiers d'

OCCISCA

CRISE ET DESCOLARISATION EN MILIEU RURAL
LE CAS DU VILLAGE DE BAFOU

Par André Kamga

ORSTOM

MINREST



Emmanuel VAZART

ISSN 1023-7631

Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
Observatory of Change and Innovation in the Societies of Cameroon

Les Cahiers d'Ocisca N° 24

**CRISE ET DÉSCOLARISATION
EN MILIEU RURAL
Le cas du village de Bafou**

André Kamga

Novembre 1995

Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun

Liste des institutions membres du Comité de pilotage d'Ocisca

<i>Direction de la recherche et de la Planification</i>	Jean-Blaise Nyobe, Directeur Charles Binam Bikoi, Conseiller en sciences sociales
<i>Institut National de Cartographie</i>	Paul Moby Etia, Directeur
<i>Direction Nationale de la Statistique et la Comptabilité Nationale</i>	Joseph Tedou, Directeur
<i>Ecole Nationale Supérieure Polytechnique</i>	Michel Gérard, Directeur
<i>Université de Dschang</i>	Samuel Domngang, Recteur
<i>ORSTOM</i>	Michel Molinier, Représentant
<i>Mission de Coopération et d'Action Culturelle</i>	Pierre Jacquemot, Chef de mission
<i>Caisse Française de Développement</i>	François Cappelle, Chef d'agence

Copyright

Ce document est protégé par les règles habituelles en matière de droits d'auteur. Toute copie de ce document, ou partie de ce document, est autorisée à condition d'en citer la source de façon explicite.

(C) OCISCA (MINREST-ORSTOM) 1995
N° ISSN : 1023-7631

Les Cahiers d'Ocisca
B.P. 1857 Yaoundé - Cameroun
Tél. : (237) 23.95.34

Présentation de l'auteur

André Kanga est chargé de cours à la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles de l'Université de Dschang.

Dans le cadre de l'Observatoire de Bafou, il a participé à la réalisation de l'enquête de 1994 auprès des planteurs de café arabica afin d'apprécier les divers changements et innovations adoptées par ceux-ci en situation de crise.

Remerciements

L'auteur remercie Jean-Luc Dubois pour l'avoir encouragé à écrire cet article, pour sa disponibilité à relire le manuscrit et pour ses commentaires qui ont permis de perfectionner le document final.

Sont également remerciés, tous les membres de l'observatoire café de Bafou qui ont apporté une contribution pertinente à ce document.

Résumé

Le Cameroun, comme la plupart des pays africains, traverse une grave crise économique. Les agriculteurs de café arabica de Bafou en subissent les conséquences, si bien que 92% d'entre eux annonçaient une baisse de leur revenu à la mi 1994, obligeant un bon tiers à réduire les dépenses consacrées à l'éducation scolaire. Malheureusement cette réduction se traduit pour plus de 60% par un retrait des enfants de l'école. Les enfants les moins doués et les filles sont les premiers touchés par cette déscolarisation. Cette tendance amorcée en 1991 est allée en s'accroissant entre 1993 et 1994 les agriculteurs n'ayant pu bénéficier des effets positifs de la dévaluation survenue après la campagne caféière. Pourtant ils demeurent toujours favorables à l'éducation scolaire sous toutes ses formes, même si une tendance à préférer l'enseignement technique semble se dessiner. Ce phénomène de déscolarisation, suicidaire à moyen terme, demande qu'un certain nombre de mesures soient urgemment prises pour relever le revenu des agriculteurs, sensibiliser la population et améliorer le niveau des maîtres.

Mots-clés: Cameroun, Crise Economique, Café, Education, Déscolarisation, Revenus.

Abstract

Cameroon, as well as other African countries, is going through a difficult period of economic crisis. 92% of the arabica coffee farmers in Bafou declared a decrease in their revenue by mid 1994 and a third of them had to reduce the expenditures devoted to education. Unfortunately this reduction implies, for about 60% of them, a drop-out of their children from school. The less skilled children as well as the girls are the first suffering from this situation. This trend initiated in 1991 accelerated between 1993 and 1994, since the farmers could not benefit from the positive effects of the devaluation which occurred after the coffee harvest. However they still remain in favor of education with a preference to the technical cursus than the general cursus. This serious situation of dropping-out from school may jeopardize the future and requests policy measures to be implemented to increase the farmers' revenue, sensitize the population and improve the level of teachers.

Key Words: Cameroon, Economic Crisis, Coffee, Education, Dropping-out, Revenue.

Préface

Sous la forme d'une série régulière, les Cahiers d'Ocisca présentent des études produites dans le cadre du programme de recherche intitulé Ocisca, Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun. Y sont développés des thèmes ayant trait aux comportements des différents acteurs économiques dans le contexte actuel de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel qu'elle suscite. Les conditions de vie des ménages, l'examen des situations de vulnérabilité et de pauvreté, l'analyse des comportements sociaux, les innovations sociales, l'impact social des mesures d'ajustement comme la dévaluation, la conception de politiques sociales sont autant de thèmes dont le résultat des recherches et les études sont publiés dans cette série.

Les Cahiers sont conçus comme un médium au service de tous ceux qui veulent diffuser les informations recueillies par les différents observatoires, des analyses scientifiques de données d'enquête, et des travaux de recherches individuels effectués dans les domaines ci-dessus, ou d'actualité. L'objectif est d'informer les décideurs et les opérateurs économiques sur les recherches en cours et, dans la mesure du possible, de proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent.

C'est en conformité avec cette optique que ce numéro présente une étude sur la déscolarisation qui s'amplifie en milieu rural comme conséquence de la baisse du revenu des agriculteurs. Il se base pour cela sur les résultats de l'enquête annuelle effectuée, dans le cadre de l'Observatoire de Bafou, auprès de 316 ménages de planteurs de café arabica.

92% des ménages de cette région ont déclaré connaître une baisse de leurs revenus entre 1993 et 1994. Pour près de 30% d'entre eux cette baisse impose de réduire les dépenses de scolarisation. Cette réduction s'effectue de plusieurs manières : en retardant l'inscription des enfants ou en les inscrivant dans d'autres lieux (7%), en réduisant les achats de fournitures scolaires et de livres (30%) ou en retirant des enfants de l'école (63%). Ce dernier comportement est inquiétant car il montre que près des 2/3 des agriculteurs n'ont pas d'autres moyens que de retirer des enfants de l'école pour faire face à l'augmentation relative des dépenses de scolarisation. 47% des ménages pensent même qu'ils seront obligés de retirer certains de leurs enfants de l'école l'an prochain pour des raisons financières si la situation économique ne s'améliore pas.

Pourtant l'intérêt pour l'éducation demeure intact même si la tendance est maintenant de préférer les filières d'enseignement techniques (90% y sont favorables) aux filières d'enseignement général qui conservent néanmoins encore 50% de ménages favorables. Les filières techniques plus pratiques présentent l'avantage de mieux préparer les élèves à l'innovation, ou à défaut à la "débrouillardise", leur permettant ainsi de s'insérer plus vite dans le marché du travail.

Ce phénomène de déscolarisation amorcé en 1991 et qui se généralise, comme le montre l'évolution des effectifs des écoles et collèges de la région de Bafou, amène l'auteur à parler de comportement suicidaire à moyen terme de la part des agriculteurs qui, en raison de la baisse tendancielle de leur revenus, se mettent à sacrifier l'investissement en capital humain. Dans 83% des ménages il y a un ou deux enfants qui ne vont plus à l'école, ce nombre pouvant même atteindre 9 enfants dans 3% des cas. Les filles sont les plus touchées par ce phénomène et, en 1994, 11,8% d'entre elles étaient déscolarisées au lieu de 6% en 1993. A un moment où l'on

souligne l'importance de l'éducation des femmes pour l'avenir harmonieux de la société, il y a de quoi s'inquiéter.

Il est encore trop tôt pour savoir si la dévaluation de janvier 1994, accompagnée de la hausse des cours du café arabica et des mesures de libéralisation du commerce et des prix, aura pour effet de retourner cette tendance. Seuls les résultats de l'enquête effectuée en mai 1995 auprès des mêmes ménages permettront d'apporter des réponses à cette lancinante question.

Jean-Luc Dubois
Coordonnateur d'Ocisca

Sommaire

Introduction

I. La situation actuelle des ménages

1. Le contexte général
2. Evolution du revenu des agriculteurs de Bafou

II. La perception des études

1. Perception des études générales
2. Perception des études techniques

III. Les stratégies de court terme

1. Concernant le primaire et le secondaire
 - a) La réduction des dépenses scolaires
 - b) La déscolarisation
2. Concernant l'enseignement supérieur
 - a) Ressources propres ou recours à l'emprunt.
 - b) Reconversion dans la vie active
 - c) Le retrait des études

IV. Les stratégies de long terme

1. L'importance de l'éducation scolaire
2. La déscolarisation inévitable

V. L'orientation universitaire

1. La situation actuelle
2. Choix des universités pour les nouveaux bacheliers
3. Raisons du choix des universités

Conclusion

Références bibliographiques

Introduction

Le Cameroun, comme la plupart des pays d'Afrique, traverse actuellement l'un des moments les plus difficiles de son histoire depuis l'avènement de la crise économique en 1986. Une crise économique qui touche tous les individus, qu'ils soient salariés ou pas, dans leurs activités et dans leurs dépenses. Celles qui concernent l'éducation des enfants en sont un exemple précis. Avec la baisse de leurs revenus les ménages ont dû effectuer des réductions drastiques dans les dépenses consacrées à l'éducation allant jusqu'à retirer les enfants de l'école. Depuis se sont rajoutées les conséquences de la réforme universitaire de janvier 1993 (Décret n° 93/026 du 19 janvier 1993) et de la dévaluation du FCFA du 12 Janvier 1994).

Cette étude présentera un bref rappel historique sur l'éducation scolaire depuis l'Indépendance jusqu'à la réforme universitaire de Janvier 1993. Ensuite, elle décrira la situation des ménages de Bafou, concernant leur revenu et la perception qu'ils ont des études générales et des études techniques. Enfin, elle exposera les nouvelles stratégies qui sont adoptées, à court terme, pour faire face à la crise ainsi que les perspectives d'éducation scolaire dans le village Bafou.

I. LA SITUATION ACTUELLE DES MENAGES

1. Le contexte général

Dès l'Indépendance, le Gouvernement a accordé une priorité totale au secteur éducatif sous toutes ses formes : privé laïc, privé confessionnel, public, et cela tant dans le primaire, que le secondaire, et le supérieur. En conséquence, l'enseignement public était gratuit et l'enseignement privé laïc et l'enseignement confessionnel ont toujours été subventionnés par l'Etat. Dans le secondaire, des bourses étaient régulièrement accordées aux meilleurs élèves de la sixième à la terminale. A l'université, tous les étudiants étaient boursiers et cela dès 1961, première année de sa création. Par la suite des aides universitaires ont été instaurées pour les étudiants nécessiteux.

Avec la crise économique, et la diminution des revenus de l'Etat qui s'ensuivit, les moyens sont devenus insuffisants pour satisfaire le nombre croissant d'élèves et d'étudiants. Le gouvernement a dû prendre peu à peu des mesures d'ajustement importantes notamment la suppression des bourses dans le secondaire en 1987, puis la réduction du nombre des bourses universitaires. La réforme universitaire de janvier 1993 a supprimé les bourses et les aides universitaires, mais de plus elle a, pour la première fois au Cameroun, institué des frais universitaires. Certains aspects de cette réforme, comme la création d'universités régionales ont été certes perçus de façon positive par les familles, mais le fait d'instituer des frais d'enseignement de 50.000 F.CFA par étudiant à l'université a été plus difficile à accepter. Car ces nouvelles charges venaient s'ajouter aux frais déjà existant d'hébergement, de nourriture et de fournitures scolaires. De façon générale, la difficulté croissante de l'Etat à assurer, dans le contexte actuel, le maintien du système éducatif en l'état fait que les ménages doivent de plus en plus assurer eux-même le coût de l'éducation scolaire de leurs enfants.

La crise a touché toutes les catégories sociales. Les agriculteurs ont vu chuter le prix de leurs productions. Les fonctionnaires et les agents de l'Etat ont subi une diminution de leurs salaires. Les travailleurs du privé ont connu à la fois des baisses de salaire et des licenciements, souvent sans indemnités. Au sein de toutes ces catégories se pose de façon plus aiguë le problème du financement de l'éducation des enfants. La baisse des revenus de toutes ces catégories les obligent à modifier leur comportement en tant que parents d'élèves et à adopter de nouvelles stratégies

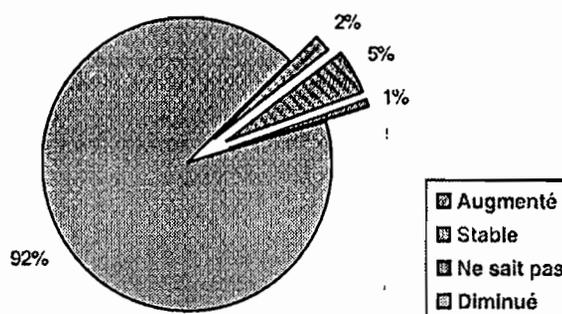
concernant l'éducation de leurs enfants. Et les stratégies adoptées dans ce domaine tant à court terme qu'à long terme sont multiples.

A partir des données de l'enquête menée auprès des planteurs de café arabica de Bafou en juillet 1994, avant les retombées effectives de la dévaluation sur les prix du café, on peut présenter un certain nombre de résultats concernant les choix stratégiques en matière d'éducation, effectués par les agriculteurs.

2. Evolution du revenu des agriculteurs de Bafou

Sur un échantillon de 316 ménages, 92,2% ont déclaré connaître une baisse des revenus, 5,2% ont conservé des revenus stables, et seulement 1,9% ont vu leur revenu augmenter au cours de l'année (Figure 1).

Figure 1 : Evolution du revenu des ménages de Bafou en 1994.



Pour la plus grande partie des ménages agriculteurs de Bafou, le café demeure la principale source de revenu. Cette baisse des revenus dans l'année précédent l'enquête, c'est à dire avant juillet 1994, vient du fait que les agriculteurs n'ont pu bénéficier des effets de la dévaluation du franc CFA, survenue en janvier 1994 et après la vente de leur production. Le faible niveau de cette production s'explique par l'arrêt d'entretien des plantations et l'achat moindre d'engrais et de produits phytosanitaires, résultant du découragement des agriculteurs qui a pu être observé lors de l'enquête précédente de 1993 (OCISCA 1994). Il n'est donc pas étonnant que la part du budget familial consacrée à l'éducation soit aussi affectée à la baisse.

II. LA PERCEPTION DES ETUDES

Il était devenu une habitude, pour les parents, d'envoyer leurs enfants à l'école en sachant que par la suite ils trouveraient un emploi soit dans le secteur privé, soit dans l'administration. L'idée de devenir fonctionnaire national ou international était celle qui prévalait le plus. Depuis quelques années, et en relation avec la crise économique, il est devenu de plus en plus difficile pour les jeunes, même diplômés, de trouver un emploi. L'administration ne recrute plus et le secteur privé, souvent en pleine restructuration, a dû opérer des licenciements massifs. Si bien que l'utilité des études n'est plus perçue de la même manière par les parents. Dans le même temps la baisse du revenu et l'augmentation relative du coût de l'éducation scolaire font peser de telles contraintes sur le budget du ménage que certains enfants ne sont plus scolarisés.

C'est pourquoi nous avons cherché, en premier lieu, à savoir comment les agriculteurs de Bafou percevaient les études tant générales que techniques.

1. Perception des études générales

Jusqu'à présent l'enseignement général était la meilleure filière de formation scolaire, celle qui ouvrait la porte du succès dans la vie active. Lorsque les élèves réussissaient les examens officiels, les débouchés, fonctions du diplôme obtenu, étaient alors nombreux à tous les niveaux. Beaucoup de parents trouvaient que cette filière d'enseignement était la plus intéressante pour leurs enfants. C'est pourquoi une question a été posée concernant leur perception des études générales dans le contexte actuel de crise. Les réponses sont résumées dans le tableau 1.

Tableau 1 : Perception des études générales par les ménages

Perception des études générales	Fréquence	Pourcentage (%)
Toujours aussi intéressantes qu'avant la crise	137	43,4
Encore plus nécessaires	24	7,6
Moins intéressantes	142	44,9
Pas du tout intéressantes	13	4,1
Total	316	100,0

Source : Enquête OCISCA 1994

On y remarque que 43,4% des ménages considèrent que les études générales sont toujours aussi intéressantes qu'avant la crise. Comme 7,6% des ménages pensent que les études générales sont devenues encore plus nécessaires qu'auparavant, cela fait qu'en tout 51% des ménages perçoivent les études générales comme une voie d'avenir pour leurs enfants. Il reste toutefois une très importante minorité de 49% à penser qu'elles sont moins ou pas du tout intéressantes. Et il est probable que cette minorité s'accroîtra si la crise économique se poursuit.

Cependant la majorité des parents estime encore que, même sans perspective d'emploi assuré, un enfant qui a une solide éducation de base est mieux armé dans la vie. De plus demeure la vision toujours positive que la crise, et le marasme économique qui s'ensuit, ne sont que passagers et que l'enseignement général reste porteur d'espoir pour l'avenir.

2. Perception des études techniques

L'enseignement technique était autrefois réservé aux élèves les moins doués. En raison de leurs difficultés à obtenir le CEPE, diplôme sanctionnant la fin des études primaires, et de leur âge trop avancé, ils perdaient la possibilité de poursuivre des études générales. On leur fournissait de cette manière une porte de sortie dans l'enseignement technique qui recrutait à dessein des enfants plus âgés. La perception de ce type d'enseignement par les parents est présentée au tableau 2.

Tableau 2 : Perception des études techniques

Perception des études techniques	Fréquence	Pourcentage (%)
Toujours aussi intéressantes qu'avant la crise	158	50,0
Encore plus nécessaires	127	40,2
Moins intéressantes	20	6,3
Pas du tout intéressantes	6	1,9
Autres	5	1,6
Total	316	100,0

Source : Enquête OCISCA 1994

On remarque que 50% des parents considèrent que l'enseignement technique est toujours aussi avantageux qu'avant, que 40,2% pensent même que ces études sont encore plus nécessaires en période de crise. Il y a donc en tout 90,2% des parents qui sont en faveur des études techniques et seulement 7,9% qui voient moins ou pas d'intérêt dans ces études.

La comparaison des résultats de ces deux tableaux illustre le nouvel intérêt porté aux études techniques perçues comme de plus en plus utiles dans le contexte actuel. En effet, dans une situation de manque d'emploi, les études techniques, plus que les études générales trop théoriques, donnent une connaissance pratique qui facilite l'innovation ou à défaut la "débrouillardise".

III. LES STRATEGIES DE COURT TERME

1. Concernant le primaire et le secondaire

Il est certain que les agriculteurs réagissent tous de manière différente face à la crise. Cependant, dans le court terme, on voit se dessiner nettement deux types de comportements. Le premier consiste à réduire le montant des dépenses consacré à l'éducation. Le second consiste à ne plus envoyer les enfants à l'école et se traduit par une déscolarisation croissante.

a) La réduction des dépenses scolaires

La diminution des dépenses consacrées à l'éducation est de loin la stratégie d'ajustement la plus simple. Pourtant on constate que seulement près de 30% des agriculteurs reconnaissent avoir adopté cette stratégie (tableau 3).

Tableau 3 : Réduction des dépenses scolaires

Réponses	Fréquence	Pourcentage (%)
Non - pas de réduction	223	70,6
Oui - réduction	93	29,4
Total	316	100,0

Source : Enquête OCISCA 1994

C'est pourquoi on a demandé aux parents qui reconnaissent avoir réduit les dépenses d'éducation, comment ils s'y prenaient. On obtient ainsi un certain nombre de stratégies (tableau 4).

Tableau 4 : Stratégie de réduction des dépenses scolaires

Stratégie de réduction des dépenses scolaires	Fréquence	Pourcentage (%)
Je retire les enfants moins doués	48	51,6
Je retire de préférence les filles	11	11,8
Je retarde l'entrée à l'école des enfants mineurs	2	2,2
J'inscris les enfants dans les écoles publiques	2	2,2
Je les inscris plus proches de la maison	2	2,2
Diminution des achats scolaires	28	30,1
Total	93	100,0

Source : Enquête OCISCA 1994

On voit dans ce tableau trois grandes tendances :

- Le réajustement des coûts en retardant la scolarisation des plus jeunes, ou en transférant les enfants dans des écoles publiques plus proches du village pour diminuer les frais de scolarité, d'hébergement, et transport ne concerne qu'une petite minorité de ménages (6,6%).

- La diminution des achats scolaires : livres, cahiers, stylos et uniformes de classe est effectuée par un peu moins du tiers des ménages (30,1%). Et en effet, beaucoup de parents n'achètent pas de livres à leurs enfants.

- Enfin, la déscolarisation qui représente les deux tiers des réponses (63,4%) est devenu le moyen le plus efficace pour réduire les dépenses scolaires. Elle concerne les enfants les moins doués (51,6%) mais aussi les filles (11,8%).

Ces résultats sont inquiétants car ils montrent que, au niveau de revenu actuel des agriculteurs, il n'est plus guère possible de réallouer différemment les dépenses scolaires, et qu'il devient même difficile de réduire ces dépenses sans passer par la déscolarisation de certains enfants.

b) La déscolarisation des enfants

Cette déscolarisation des enfants est directement confirmée par un 32% des ménages enquêtés (tableau 5).

Tableau 5 : Avez-vous des enfants d'âge scolaire déscolarisés ?

Réponses des parents	Fréquence	Pourcentage (%)
Non	215	68,0
Oui	101	32,0
Total	316	100,0

Source : Enquête OCISCA 1994

Ce nombre varie amplement d'un ménage à l'autre. Pour les 101 ménages concernés, on note que plus de la moitié (54,5%) ont un seul enfant qui ne va plus à l'école depuis 1993, et près d'un tiers (28,7%) deux enfants. Cependant 16,9% des ménages ont de 3 à 9 enfants déscolarisés (tableau 6).

Tableau 6 : Nombre d'enfants déscolarisés par ménage depuis 1993

Nombre d'enfants	Fréquence	Pourcentage (%)
1	55	54,5
2	29	28,7
3	9	8,9
4	2	2,0
5	1	1,0
6	2	2,0
9	3	3,0
TOTAL	101	100,0

Source : Enquête OCISCA 1994

Interrogés sur les raisons de cette déscolarisation des enfants les ménages ont cité en premier lieu le manque de moyens financiers (73,3%). Ce qui confirme le résultat des tableaux précédents. On note cependant qu'une fraction non négligeable des ménages (17,8%) citent l'entrée dans le monde actif, notamment agricole, comme l'une des raisons (tableau 7). C'est le résultat d'une analyse classique en termes de coût d'opportunité.

Tableau 7 : Raisons de la déscolarisation des enfants

Raisons de déscolarisation	Fréquence	Pourcentage (%)
Par manque de moyens financiers	74	73,3
Ils ne sont pas très doués	8	7,9
Ils ont créé un commerce	1	1,0
Entrée dans l'activité agricole	18	17,8
Total	101	100,0

Source : Enquête OCISCA 1994

On voit donc que la baisse continue du revenu des agriculteurs en obligeant plus du tiers d'entre eux à réduire leurs dépenses d'éducation a entraîné une augmentation de la déscolarisation. Ceci est confirmé par l'évolution des effectifs de six écoles publiques de Bafou et deux établissements d'enseignement secondaire : le collège Saint Laurent de Bafou et le collège Téguimeya qui sont des collèges privés confessionnel et laïc (tableau 8).

Tableau 8 : Evolution des effectifs d'élèves dans quelques établissements de Bafou

	1989/90	1990/91	1991/92	1992/93	1993/94
EP Folewi			782	764	765
EP METSAH			272	261	217
EP Bafou* chefferie G1	1122	1046	632	642	595
EP Bafou* chefferie G2	cf G1	cf G1	485	441	375
EP Djuttitsa Groupe 1			699	731	680
EP Djuttitsa Groupe 2			652	657	607
Collège St Laurent		2121	1997	1650	1185
Collège Tegumeya			400	250	159

Source : Enquête complémentaire

EP : Ecole Publique

*: L'école Publique de la chefferie de Bafou a été scindée en deux groupes au cours de l'année scolaire 1991/1992.

On remarque, dans ce tableau, la tendance à la baisse des effectifs d'une année sur l'autre. De plus, lors de l'enquête, les directeurs d'école et de collège ont signalé qu'un certain nombre d'enfants inscrits en début d'année ne finissent pas l'année scolaire pour non-paiement des frais de

scolarité, notamment frais de l'Association des Parents d'Elèves, frais d'inscription dans le primaire, et frais de pension des collèges.

Cette évolution est confirmée par les réponses comparées des ménages enquêtés en 1993 et 1994. La déscolarisation, stratégie adoptée par 20% des ménages en 1993 est passée à 62,4% en 1994. Soit de un cinquième des ménages à deux tiers en une année. Les filles sont particulièrement concernées par cette situation. Il est certain que ces chiffres sont inquiétants et qu'un retournement de tendance ne peut s'opérer rapidement qu'en relation avec la dévaluation du F.CFA et la hausse des cours du café sur les marchés mondiaux

Tableau 9 : Evolution des stratégies de réduction des dépenses scolaires

Stratégies de réduction des dépenses scolaires	Fréquence (%) en 1993	Fréquence (%) en 1994
Retrait des enfants moins doués	14	51,6
Retrait des filles	6	11,8
Inscription des enfants dans les écoles publiques	8	2,2
Inscription tardive des enfants mineurs.	1	2,2
Inscription des enfants à proximité du village.	-	2,2

Source : Enquête OCISCA 1994

2. Concernant l'enseignement supérieur

Dans l'échantillon, 11,1% des ménages ont eu des enfants reçus en 1993 aux différents baccalauréats. Cependant les difficultés financières qu'ils connaissent ont rendu plus difficile la poursuite des études dans les universités.

On remarque alors trois attitudes différentes. Certains ménages ont fait appel à leurs ressources propres ou ont eu recours à l'emprunt pour la poursuite des études de leurs enfants, d'autres ont encouragé les nouveaux diplômés à se reconvertir dans la vie active, enfin d'autres ont simplement cessé les études sans autre alternative.

a) Ressources propres ou recours l'emprunt

L'obtention du baccalauréat est toujours une grande satisfaction qui encourage à continuer les études dans les différentes universités du Cameroun. C'est ce qu'ont pu faire 61,1% des ménages, malgré la crise et la réforme universitaire, en recourant à l'emprunt dans 30% des cas, ou en utilisant leurs propres ressources dans 35,4% des cas.

Cette détermination des ménages prouve bien l'importance qu'ils accordent à l'éducation. Cependant, 38,9% des ménages n'ont pu envoyer les enfants dans une université en raison des difficultés de financement. Ils ne leur reste alors que la reconversion dans la vie active ou l'arrêt pur et simple des études.

b) Reconversion dans la vie active

Cette deuxième stratégie adoptée par 18,8% des ménages consiste à initier un commerce (1%), ou à entrer dans une des activités formelles parmi lesquelles on comprend l'agriculture (17,8%).

C'est en général l'attitude des parents qui estiment qu'ils n'ont plus les moyens de financer des études à l'université et qui préfèrent que leurs enfants entrent dès à présent dans la vie active et commencent à y faire leurs preuves plutôt que de viser une carrière incertaine.

c) Le retrait des études

La troisième stratégie consiste à arrêter les études, sans autre alternative que le chômage, plus ou moins partiel, et petit à petit l'intégration dans le secteur informel des petits métiers.

IV. LES STRATEGIES DE LONG TERME

Ces stratégies sont de long terme car elles sous-entendent une certaine vision du futur. Elles se basent sur l'importance accordée à l'éducation scolaire et la contrainte de déscolarisation pour raisons financières.

1. L'importance de l'éducation scolaire

Interrogés sur le fait de savoir si tous les enfants iront à l'école l'an prochain, 52,8% des ménages répondent par l'affirmative (tableau 10). Ainsi une majorité de ménages continue d'accorder une priorité à la formation de leurs enfants, ce qui confirme l'importance de l'éducation et l'engagement formel des ménages à en supporter les coûts.

Tableau 10 : Fréquentation des enfants l'an prochain

Réponses des parents	Fréquence	Pourcentage (%)
Ils n'iront pas tous	149	47,2
Ils iront tous	167	52,8
Total	316	100,0

Source : Enquête OCISCA 1994

Cependant, on peut noter que un nombre important 47,2% n'est pas sûr de scolariser tous les enfants. En effet pour la moitié des ménages on atteint actuellement la limite de ce qui est supportable en termes de coût. Et ces ménages se verront obligés de retirer, contre leur gré, certains enfants de l'école. Ils choisiront les moins doués et les filles.

2. La déscolarisation inévitable

Ainsi la déscolarisation des enfants devient inévitable pour une fraction des ménages. 47,2% des parents ne sont pas certains de pouvoir mettre tous leurs enfants à l'école l'année prochaine. Les principales raisons sont fournies au tableau 11.

Tableau 11 : Raisons pour lesquelles tous les enfants n'iront pas à l'école

Raisons données par les parents	Fréquence	Pourcentage (%)
Manque de moyens financiers	83	55,7
Coût élevé des livres et fournitures scolaires	9	6,0
Autres	57	38,3
Total	149	100,0

Source : Enquête OCISCA 1994

Il est certain que c'est le manque des moyens financiers, notamment le coût élevé des livres et fournitures scolaires qui est la raison majeure (61,7% des ménages). Cependant on peut s'interroger sur cette tranche de 38,3% des ménages qui évoquent d'autres raisons que financières. Il peut s'agir notamment des parents qui préfèrent la reconversion à la vie active, le travail à la maison ou dans les exploitations agricoles, car des actions particulières pourraient sans doute être entreprises pour éviter la déscolarisation.

VI. L'ORIENTATION UNIVERSITAIRE

1. La situation actuelle

Rappelons qu'avant la réforme universitaire de janvier 1993, le Cameroun ne disposait que d'une université et de 4 centres universitaires. Avec la réforme, les centres universitaires ont été érigés en universités dans le but de généraliser les filières d'enseignement et de décentraliser l'éducation supérieure dans le pays afin de donner un accès plus facile et moins coûteux aux étudiants. Dans notre échantillon 33 ménages ont des enfants dans les différentes universités soit environ 10% du total des ménages (tableau 12).

Tableau 12 : Répartition des ménages selon les universités où se trouvent leurs enfants

Universités	Fréquence	Pourcentage (%)
Yaoundé I	22	66,7
Yaoundé II	5	15,2
Douala	1	3,0
Dschang	3	9,1
Hors du Cameroun	2	6,1
Total	33	100,0

Source : Enquête OCISCA 1994

La majorité des étudiants se trouvent dans les universités de Yaoundé I et II. Ce qui n'est pas surprenant puisqu'elles constituaient l'unique université au Cameroun avant les réformes. Il est cependant intéressant de noter que 6,1% des ménages ont leurs enfants dans des universités en dehors du Cameroun. Ceci traduisait la bonne santé financière de certains ménages avant la dévaluation du FCFA de janvier 1994 et il serait intéressant de savoir ce qu'il en est devenu depuis.

2. Choix des universités pour les nouveaux bacheliers

Les possibilités de choix d'université sont maintenant plus nombreuses. Cependant la grande majorité des agriculteurs de Bafou (58,9%) préfère voir leurs enfants étudier à l'université de Dschang (tableau 13). Sans doute pour une raison de proximité, avec les implications financières qui en résultent, mais aussi en raison de la forte spécialisation de cette université dans le domaine de l'agriculture. Ceci montre que l'objectif de décentralisation de la réforme universitaire est en train de porter des fruits.

Tableau 13 : Préférence universitaire pour les bacheliers

Universités	Fréquence	Pourcentage (%)
Yaoundé I	14	4,4
Yaoundé II	4	1,3
Douala	6	1,9
Ngaoundéré	2	0,6
Dschang	186	58,9
Buea	1	0,3
Hors du Cameroun	5	1,6
Aucune	98	31,0
Total	316	100,0

Source : Enquête OCISCA 1994

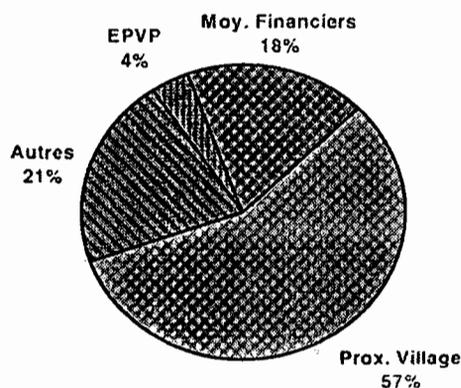
On peut remarquer toutefois le chiffre fort élevé de 31% des ménages qui annoncent n'avoir aucune préférence. Il peut s'agir de ménages qui pensent en fait que leurs enfants n'iront pas à l'université en raison des charges financières occasionnées.

Quelques parents (1,6%) continuent de préférer les universités hors du Cameroun mais leur nombre s'est réduit par rapport aux chiffres précédemment cités. La raison du maintien de cette préférence peut s'expliquer par la qualité ou le niveau de formation recherché, qui peut être plus facilement atteint à l'étranger.

3. Raisons du choix des universités

La poursuite des études à l'université entraîne un coût supplémentaire pour les ménages. La préférence des agriculteurs de Bafou pour l'université de Dschang répond au souci de minimiser les dépenses occasionnées par la location de chambres dans les grandes villes, le transport, et l'entretien des étudiants plus coûteux hors de la région. De plus, comme le réseau de solidarité ville-campagne ne fonctionne plus comme avant, on ne peut plus envoyer chez des parents habitant en ville les enfants qui veulent étudier. La figure 2 montre les principales raisons dans le choix des universités.

Figure 2. Principales motivations dans le choix des universités.



Prox. Village = Proximité du village
Moy. Financiers = Manque de moyens financiers
EPVP = Eviter la proximité du village et parents

On remarque que 57,6% des chefs de ménage choisissent l'université de Dschang à cause de la proximité du village, mais que 17,7% ne la choisissent que pour des raisons financières, le manque de moyens ne leur permettant pas d'assurer les charges locatives, transport, qui auraient permis d'envoyer les étudiants dans d'autres universités.

Une très faible proportion des ménages (3,5%) préférerait envoyer les étudiants au loin pour éviter la proximité du village et des parents. La rubrique autres (21,2%) comprend les chefs de ménage qui choisissent d'autres universités en fonction des spécialités qui y sont développées et qui ne sont pas offertes à Dschang, notamment la médecine, l'agro-alimentaire, polytechnique, etc.

Conclusion

Face à la crise, les agriculteurs de Bafou ont adopté une stratégie qu'on pourrait qualifier de "suicidaire" à moyen terme, avec une déscolarisation croissante des enfants. 1 à 2 enfants d'âge scolaire ne vont plus à l'école dans 83,2% des ménages, mais ce nombre va jusqu'à atteindre 9 dans 3% des ménages. Les jeunes filles sont les plus durement touchées par ce phénomène. Cette année, 11,8% d'entre elles ont été déscolarisées contre 6% en 1993. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, 31% des ménages pensent que les difficultés financières les empêcheront d'envoyer leurs enfants étudier à l'université après le baccalauréat. Et si le choix de l'université se porte sur Dschang pour 58,9% des ménages, dans 17,7% des cas les raisons sont financières.

Pour juguler cette situation de déscolarisation, qui est la conséquence de la dégradation du niveau de vie, des efforts pourraient être faits à deux niveaux:

- Au niveau des paysans : en augmentant leurs revenus, ce qui peut être le résultat, au niveau national, de la libéralisation de la commercialisation des produits ; et en les sensibilisant à travers les médias et services sociaux, sur les risques de la déscolarisation notamment en ce qui concerne les filles.

- Au niveau des enseignants : en améliorant leurs conditions de travail par le paiement régulier des salaires, en recyclant les maîtres pendant les vacances, en formant les "maîtres des parents" par des sessions pédagogiques et en rouvrant les écoles de formation professionnelle des maîtres.

Références bibliographiques

Eloundou E.P.M (1992). Solidarité dans la crise ou crise des solidarités familiales au Cameroun ?
Les dossiers du CEPED N° 22, Paris.

Décret 93/026 du 19 Janvier 1993 sur la Réforme de l'Enseignement Universitaire au Cameroun,
Yaoundé.

OCISCA (1994). Bafou 1993: Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des
sols. *Les Cahiers d'OCISCA N° 4, Yaounde*

OCISCA (1995). Libéralisation, Dévaluation: bientôt la relance de la caféiculture à Bafou ? *Les
Cahiers d'OCISCA N° 18, Yaoundé.*

Liste des Cahiers parus ou programmés

Cahier N°1, "Le programme OCISCA: cadre théorique et orientations de recherche" par l'équipe d'animation d'Ocisca (en préparation).

Cahier N°2, "Du passé re-composé au futur improbable: les observatoires ruraux d'Ocisca comme mode opératoire d'une recherche impliquée" par Georges Courade, Mars 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

Cahier N°3, "1991 - 1993 : Évolutions majeures dans la zone cacaoyère" (observatoire de Yemessoa) par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 35 p.

Cahier N°4, "Bafou 1993 : Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des sols" par l'équipe de l'Observatoire de Bafou, Juin 1994, Ocisca, Yaounde, 28 p.

Cahier N°5, "Mesurer la pauvreté : systèmes d'information et cadres d'analyse" par Jean-Luc Dubois, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

Cahier N°6, "Yemessoa, auto-approvisionnement et apport extérieur dans la consommation alimentaire en période de crise" par Michel Simeu Kamdem, Mai 94, Ocisca, Yaounde, 17 p.

Cahier N°7, "Impact de la dévaluation sur l'habitat" par C. Pettang, T. Tamo Tatietsé and L. Mbumbia, Juillet 94, Ocisca, Yaounde, 38 p.

Cahier N°8, "Le village cacaoyer du Sud du Cameroun sous le choc de la dévaluation : le cas de Yemessoa" par Athanase Bopda, Septembre 94, Ocisca, Yaounde, 17 p.

Cahier N°9, "Human Development through a Universal Development Initiative: a Practical Agenda" by Emmanuel Yenshu, August 94, Ocisca, Yaounde, 23 p.

Cahier N°10, "Migrants de retour et développement rural : le cas de Yemessoa" par Laurent Manga Bela, Septembre 94, Ocisca, Yaounde, 30 p.

Cahier N°11, "Quelle place pour l'agriculture familiale dans le secteur de la banane au Cameroun ?" par Isabelle Grangeret-Owona, Octobre 94, Ocisca, Yaounde, 37 p.

Cahier N°12, "Les planteurs de café et de cacao du Sud-Cameroun dans le tourbillon de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation" par Samuel Ndembou, Décembre 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

Cahier N°13, "Quel avenir pour l'exploitation des bas-fonds de l'Ouest Camerounais dans le contexte de la dévaluation du Franc CFA ?" par Emil Hatcheu Tchawe, Novembre 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

Cahier N°14, "The Impact of the CFA Franc Devaluation on the Cost of Production and Net Revenue of four Food Crops in Dschang", by Mathieu Ngouajio and Emmanuel Foko, January 95, Ocisca, Yaounde, 18 p.

Cahier N°15, “Les problèmes de financement de l'agriculture vivrière à Bafou”, par Emmanuel Foko, Février 95, Ocisca, Yaounde, 17 p.

Cahier N°16, “Les attitudes de survie des femmes à Yaounde”, par Chantal Guimapi, Mars 95, Ocisca, Yaounde, 40 p.

Cahier N°17, “The Effects of Structural Adjustment Programme on Cameroon's Major Exports Cocoa, Coffee and Cotton” by Aloysius Ajab Amin, April 95, Ocisca, Yaounde, 28 p.

Cahier N°18, “Libéralisation, dévaluation : bientôt la relance de la caféiculture à Bafou”, par l'équipe de l'observatoire de Bafou, Mai 95, Ocisca, Yaounde, 34 p.

Cahier N°19, “The Participation of the Cameroonian Woman in Community Development”, by Rebecca Amin, June 95, Ocisca, Yaounde, 22 p.

Cahier N°20 “Transformation et distribution des produits de la pêche artisanale : le rôle des femmes fumeuses de poisson à Limbe”, par Oumarou Njifonjou, Juillet 95, Ocisca, Yaounde, 28 p.

Cahier N°21, “Regards sur le développement social : Ensemble des réflexions et propositions d'actions émises par les équipes d'OCISCA”, Rapport de synthèse du séminaire sur le Développement Social, 25 et 26 octobre 1994, Monastère du Mont Febe, Août 95, Ocisca, Yaounde, 27 p.

Cahier N°22, “Plus de besoins pour moins d'argent et plus d'activités pour moins de pouvoir d'achat”, par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa, Septembre 95, Ocisca, Yaounde.

Cahier N°23, “The Problem of Decreasing Income and Increasing Cost of Health Care in Cameroon” by Aloysius Ajab Amin, October 95, Ocisca, Yaounde, 18 p.

Cahier N°24, “Crise et déscolarisation en milieu rural. Le cas du village de Bafou” par André Kanga, Novembre 95, Ocisca, Yaounde, 21 p.